



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N° SIREN : 180 089 013 – Code APE : 732Z

T.V.A. Intracommunautaire : FR 40 180 089 013

MARCHE PUBLIC

FOURNITURES

EN APPEL D'OFFRES OUVERT

POUR LES ACHATS EFFECTUES EN APPLICATION DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CONDITIONS PARTICULIERES D'ACHAT CNRS : N°

(références à rappeler dans toute correspondance)

L'attention du TITULAIRE est attirée sur le fait que les rubriques du présent document qui sont précédées d'une « case à cocher ☒ » ne sont applicables que si elles sont effectivement cochées. Les rubriques du présent document qui ne sont pas précédées d'une case à cocher sont applicables de droit.

1. PARTIES

Le **CNRS**, personne publique contractante, agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte du laboratoire/service

CNRS – Délégation Alsace
IPHC – UMR7178
23 rue du Loess – BP 20
67037 STRASBOURG Cedex 02

représenté par la Personne Responsable du Marché (PRM) (décision DEC 153351 DAJ du 19 janvier 2015)

Le/La Délégué(e) régional(e)

et le **TITULAIRE** (en cas de groupement compléter le formulaire DC1 : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

N° SIRET :

TVA Intracommunautaire :

Offre technique et/ou financière (ex : référence et date du devis)

n°

du

Références bancaires ou postales (joindre un RIB) :

Banque :

N° de compte

IBAN :

SWIFT :

2. OBJET

Le présent marché /accord-cadre a pour objet :

LOT 1 :

Fourniture de deux lots d'imprimantes 3D professionnelles avec accessoires :

Machine 1 : Polymère chargé carbone

Machine 2 : 316L

Code NACRES : RA.18

adresse d'exécution ou de livraison (si différente)

adresse de facturation (si différente)

CNRS – SCTD

1097

TSA 51003

2, rue Jean Zay

54500 Vandœuvre-Lès-Nancy

3. FORME DU MARCHE/ACCORD CADRE

MARCHE :

☐ ordinaire

☐ à tranches

Le montant global du marché sur sa durée totale (périodes de reconductions éventuelles comprises) ne peut excéder :
sans objet..

ACCORD CADRE :

☒ Accord-cadre mono attributaire exécuté au moyen de bons de commande (sans négociation ni remis en concurrence préalable)

L'accord- cadre comporte le cas échéant :

<input checked="" type="checkbox"/> Un montant minimum de :	Euros HT
Un montant global maximum de : (reconductions éventuelles comprises)	142 000 Euros HT
Montant prévisionnel sur la durée globale du marché	110 000 Euros HT

Précisions relatives à la forme du marché ou de l'accord cadre, le cas échéant :

Accord cadre mono-attributaire exécuté par bons de commande dans les conditions de l'article R2162-2 du Code de la Commande publique.

Le montant minimal de l'accord cadre correspond à la position 1 et 2 du Bordereau des Prix Unitaires (LOT 1)

4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

1 – Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

☒ les présentes conditions particulières d'achat (CPA), valant acte d'engagement, qui définissent les clauses particulières applicables aux prestations et ses annexes, le cas échéant ;

☒ les conditions générales d'achat (CGA) du CNRS applicables aux marchés de fournitures courantes et services disponibles sur Internet à l'adresse suivante :
(<http://www.dgdr.cnrs.fr/achats/>) ;

☒ le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) disponible sur Internet à l'adresse suivante :
(<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)

☒ les bons de commandes émis en exécution du présent accord-cadre

☒ les autres documents suivants :

- Le CCTP
- Le cadre de Réponse Technique (CRT)
- Le bordereau des prix unitaires (à compléter)
- Annexe (Protocole de test)

☒ le bordereau de prix unitaires (BPU)

☒ l'offre technique et/ou financière du TITULAIRE

2 – Sauf indication contraire indiquée dans la notification, un certificat de cessibilité ou un exemplaire unique du marché /de l'accord cadre sera remis au TITULAIRE, à sa demande, en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances.

3 – **Toute clause portée dans la proposition ou documentation du TITULAIRE et contraire aux stipulations des pièces du présent marché / accord cadre est réputée non écrite. Les conditions générales du TITULAIRE sont en particulier concernées par cette disposition.**

4 – Secret professionnel – Confidentialité – Mesures de sécurité

4.1. Le TITULAIRE est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours du marché /accord cadre et s'interdit de les utiliser à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

4.2. Le TITULAIRE est tenu de se conformer au règlement intérieur applicable aux locaux dans lesquels il intervient physiquement ou à distance.

5. DURÉE

Le marché / l'accord cadre prend effet

☒ à compter de sa date de notification

☐ à compter de la date suivante :

pour s'achever à l'issue de la constatation de l'exécution des prestations et/ou à la fin de la période de garantie.

☒ Le marché / l'accord cadre est conclu pour une durée de **39 mois**

☐ Il peut être renouvelé par **reconduction tacite** sans que sa durée totale n'excède **quatre** ans. Le CNRS notifie, le cas échéant, la décision de reconduction ou de non-reconduction du marché.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du TITULAIRE à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le TITULAIRE reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

Précisions sur la durée du marché, le cas échéant :

- Délai prévisionnel de livraison : 2 mois
- Délais d'admission : 1 mois maximum
- Garantie : 36 mois

En matière de services, le CNRS se réserve la possibilité, dans les conditions fixées par la réglementation applicable au présent marché, de négocier avec le TITULAIRE, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (Art R. 2122-7 du Code de la Commande Publique).

6. MODALITES D'EXECUTION

Les délais / dates maximum d'exécution / de livraison sont :

☒ fixés dans le(s) document(s) suivant(s) : **CCTP + ANNEXE et CRT**

☐ fixés dans la proposition du TITULAIRE

☐ fixés comme suit :

La livraison, l'installation et la mise en service ainsi que le suivi d'exécution s'effectuent comme prévu dans les pièces du marché /de l'accord cadre ou, à défaut, conformément au CCAG applicable. Le TITULAIRE est responsable de tous les dommages matériels et/ou corporels du fait de l'exécution des prestations objet du marché /accord cadre. Le TITULAIRE est tenu à une obligation générale de conseil sur les conséquences et les risques de toute nature concernant l'exécution et les limites des prestations afin de protéger au mieux les intérêts du CNRS.

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute documentation (à jour) permettant d'assurer la maintenance et le fonctionnement correct du matériel. Cette documentation est rédigée en langue française ou dans

les langues précisées dans les documents particuliers du contrat. Elle est fournie sans supplément de prix.

Le marché / l'accord cadre constitue une obligation de résultat pour le TITULAIRE.

Précisions relatives aux modalités d'exécution, le cas échéant :

7. PENALITES

En cas de non-respect des délais contractuels qui lui sont imputables, le TITULAIRE encourt des pénalités de retard

☒ conformément aux stipulations des CGA du CNRS

☐ dans les conditions suivantes (par dérogation au CCAG applicable et aux CGA du CNRS lorsqu'ils sont visés) :
égales à € HT par jour de retard.

Si une admission/réception ne peut être prononcée, du fait du TITULAIRE, ces mêmes pénalités s'appliquent jusqu'à ce que l'admission/réception soit prononcée. Toutefois, le CNRS peut décider de proroger ces délais. Il en informe formellement le TITULAIRE.

Les clauses de variation de prix éventuellement prévues par le marché ne sont pas applicables aux pénalités.

Précisions relatives aux pénalités, le cas échéant :

8. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

☒ Sans objet

☐ Pour les prestations de services, lorsque ces prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement et que chacune de ces parties est clairement identifiées et assortie d'un montant, le CNRS peut décider, au terme de chacune de ces parties, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu, sauf stipulation contraire, à aucune indemnité. Pour le présent marché sont considérés comme parties techniques les éléments suivants :

9. SOUS-TRAITANCE

Pour les prestations de service uniquement, le TITULAIRE peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le CNRS et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. La sous-traitance totale des prestations est interdite et le TITULAIRE reste seul responsable de l'exécution du marché.

En cas de présentation d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, le TITULAIRE est invité à utiliser, pour le projet d'acte spécial, le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » disponible sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

10. FORME DU PRIX DU MARCHÉ /DE L'ACCORD CADRE

1 – Le marché / l'accord-cadre est traité

☒ à prix unitaire **selon la proposition du TITULAIRE**

Selon le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) lot 1

☐ à prix forfaitaire **selon la proposition du TITULAIRE**

2 – La monnaie de compte du marché / de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

3 – Sauf stipulations contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

4 – Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Sauf mention contraire, le prix comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du contrat et au respect des engagements pris par le TITULAIRE, y compris les frais de déplacement, d'assurance et de transport qui sont à sa charge et sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison et/ou d'exécution.

5 – Le TITULAIRE peut accorder des réductions - rabais - remises - ristournes.

11. AVANCE

☐ Option A du CCAG : Le TITULAIRE peut bénéficier d'une avance de 5% (ou 20% pour les PME) du montant TTC du marché, dans les conditions prévues au CCAG (2 mois d'exécution et 50 000 € HT).

☐ Option B du CCAG : Le TITULAIRE peut bénéficier d'une avance de 5% (ou 10% pour les PME) du montant TTC du marché dans les conditions prévues au CCAG (2 mois d'exécution et 50 000 € HT).

☒ Par dérogation au CCAG applicable, le TITULAIRE peut bénéficier d'une avance égale à : **30** % du montant TTC du premier bon de commande

En cas de versement d'une avance, son remboursement sera effectué, sauf stipulation contraire mentionnée ci-après, en une fois par précompte sur les sommes dues au titre du présent marché ou, le cas échéant, jusqu'à épuisement de son solde.

Modalités particulières de remboursement de l'avance, le cas échéant :

12. EVOLUTION DU PRIX DU MARCHE

☒ Les prix sont fermes.

☐ Les prix sont révisables selon les modalités suivantes :

Le coefficient multiplicateur sera arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition des indices/index de référence ou d'arrêt de leur publication, il sera utilisé ceux qui s'y substituent ou à défaut les parties se mettront d'accord sur de nouveaux indices/index par voie d'avenant. En cas de retard supérieur à 4 mois dans la publication des indices ou des index, la valeur retenue est celle du dernier indice/ index publié

13. CLAUSE BUTOIR ET CLAUSE DE SAUVEGARDE

Lorsque les prix ne sont pas fermes, sauf accord du CNRS, l'évolution du prix ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation annuelle moyenne supérieure à 2,5 % par rapport à l'année précédente. En cas d'évolution du prix supérieure à 3 %, le CNRS se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité ni préavis.

14. MODALITÉS DE REGLEMENT

1 – Les factures doivent respecter les dispositions des articles 289 et s. du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande, du marché / de l'accord cadre et du lot correspondant ainsi que la date ou la période d'exécution le cas échéant.

Les règlements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique par virement administratif.

2 – Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

- Par dépôt au format PDF

- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;

- Le code service de l'entité CNRS facturée

- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0326L012345).

3 – Les règlements effectués n'ont de caractère définitif qu'après admission/réception définitive des prestations.

4 – Régime des paiements :

Pour la position 1 et 2 du BPU : le paiement est réalisé par acomptes selon les modalités suivantes :

Montant de l'acompte ou % du montant total du marché	Date, périodicité de l'acompte, fait générateur...
40%	Livraison (bon de livraison)
60%	Admission du matériel (décision admission)

Pour les autres positions du BPU :

Le paiement est effectué sur présentation d'une facture, correspondant aux quantités mentionnées dans le ou les bons de commande émis par le CNRS, par application de la formule suivante : $PR = P \times Nbre$ dans laquelle :

PR : prix de règlement

P : prix des prestations livrées ou réalisées

Nbre : quantité livrée ou réalisée

5 – Les règlements s'effectuent :

☒ après service fait (ou à terme échu)

☐ à terme à échoir

6 – Retenue de garantie

☒ Sans objet

☐ Le comptable assignataire des paiements effectuera une retenue de garantie de 5% sur les sommes dues.

7 – L'ordonnateur de la dépense est le/la Délégué(e) régional(e) du CNRS pour la délégation Alsace.

8 – Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire du CNRS pour la délégation Alsace.

9 – La personne chargée de fournir, à la demande de bénéficiaires de nantissements ou cessions de créances, le décompte des droits constatés au profit du titulaire du marché ou les renseignements sur l'état des prestations effectuées ainsi que des avances et acomptes mis en paiement est le/la Délégué(e) régional(e) du CNRS pour la délégation Alsace.

15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

☒ Sans objet

☐ Selon les dispositions du chapitre 6 du CCAG-FCS.

16. ASSURANCES

Sauf mention particulière dans les pièces du marché /de l'accord-cadre, les obligations du TITULAIRE en matière d'assurances sont fixées dans les conditions du CCAG applicable et/ou déterminées selon les modalités suivantes :

17. CONSTATATION – GARANTIE

1° – Constatation : sauf mention particulière dans les pièces du marché /accord-cadre, la constatation de l'exécution des prestations est réalisée dans les conditions fixées au CCAG applicable et/ou dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives démarrent à la mise en service du matériel (PV d'installation) ou le cas échéant à la fin de la formation initiale des utilisateurs de l'instrument si celle-ci est postérieure à la mise en service.

Ces opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont destinées à constater que le matériel réponde aux stipulations du marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai dont dispose le CNRS pour procéder aux opérations de vérifications est d'un (1) mois maximum.

A l'issue de ces opérations de vérification, le CNRS prononce l'admission du matériel, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

Si le matériel ne répond pas aux stipulations du marché, le CNRS prend une décision de rejet ou d'ajournement dans les conditions prévues par le CCAG FCS.

La décision d'admission entraîne le transfert de propriété du matériel vers le CNRS, fait courir le début de la période de garantie et permet le paiement du prix du marché

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, l'établissement n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'établissement pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

Précisions sur la garantie, le cas échéant :

2° – Garantie : sauf mention particulière dans les pièces du marché / de l'accord-cadre, les prestations font l'objet d'une garantie minimale dans les conditions fixées au CCAG applicable. La durée de garantie effective est fixée dans l'offre du TITULAIRE, sans pouvoir être inférieure à la durée de garantie minimale.

Précisions sur la garantie, le cas échéant :

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, la garantie minimale est de 3 ans selon les modalités définies à l'article 5 du CCTP.

18. RESILIATION

Le marché / l'accord cadre peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG applicable. En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le taux de l'indemnité de résiliation est fixé à **1 %**.

Le marché /l'accord-cadre pourra également être résilié sans indemnité en cas de mise en œuvre de la clause de sauvegarde prévue à l'article 13 ci-avant.

Le CNRS se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché /accord-cadre, aux frais et risques du TITULAIRE, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du TITULAIRE.

19. LITIGES

Les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le TITULAIRE ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension de la prestation.

Les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de litige, la loi française est seule applicable et seul est compétent le tribunal administratif de Strasbourg.

20. DEROGATIONS AU CCAG

Lorsque le présent marché / accord-cadre déroge au CCAG il est fait prioritairement application des clauses du présent marché / accord cadre. Il est également tenu compte, sauf stipulation contraire, des dérogations mentionnées aux CGA du CNRS lorsqu'elles sont applicables. Le présent marché /accord-cadre déroge notamment, pour les seules stipulations concernées, aux articles suivants du CCAG :

Article(s) du présent marché / accord cadre	Article(s) du CCAG applicable
4.1	4.1. du CCAG FCS
7	14.1. du CCAG FCS
11	11 du CCAG FCS
17.1	27.3 du CCAG FCS 28.1 du CCAG FCS 28.2 du CCAG FCS
17.2	33 du CCAG-FCS

Fait en 1 exemplaire original. En cas de contestation, l'exemplaire conservé par le CNRS fait seul foi.

Le TITULAIRE ☐ accepte / ☐ refuse l'avance mentionnée à l'article 11. La case ci-avant cochée par le TITULAIRE n'a de valeur contractuelle que si la réglementation applicable prévoit une avance obligatoire minimum ou si le CNRS propose une avance facultative. Si aucune case n'est cochée par le TITULAIRE, celui-ci est réputé refuser l'avance alors même qu'il pourrait en bénéficier.

Le TITULAIRE déclare avoir pris connaissance et accepté les conditions d'achats (CGA et CPA) applicables au présent marché /accord cadre ; atteste sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas mentionnés aux articles L2141-1 à 14 du code de la commande publique, ou dans des cas de même nature régis par un droit étranger ; s'engage à respecter le code du travail durant l'exécution du marché /de l'accord-cadre et assure qu'il respecte les 8 conventions fondamentales de l'OIT. En application de l'article L. 8222-6 du code du travail et dans les limites qu'il fixe, une pénalité égale à 10% du montant du marché /de l'accord cadre, peut être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code. A défaut de correction des irrégularités constatées, le TITULAIRE s'expose, après mise en demeure, à la résiliation du marché / de l'accord cadre, sans indemnité, à ses frais et risques ou à l'application des pénalités précitées.

Le TITULAIRE pourra se voir demander, avant tout début d'exécution : les documents indiqués aux articles R. 2143-11 du code de la commande publique ; une attestation d'assurance au titre de la responsabilité civile et professionnelle (attestation en cours de validité).

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du contrat et conformément à ses clauses et stipulations, le signataire s'engage sur la base de son offre à exécuter les prestations demandées.

Engagement du TITULAIRE	Décision du CNRS
Pour le TITULAIRE (signature, nom de la personne habilitée à signer et cachet commercial) à le	L'offre est acceptée Les /options n°..... /tranches n°..... /variantes n°..... sont /levées /affermies /retenues. Les autres prestations supplémentaires ne sont pas sélectionnées ou, pour les tranches, pourront faire l'objet d'un affermissement ultérieur. Pour le CNRS (signature, nom de la PRM ou de son délégataire) à le

	<i>exemplaire unique ou certificat cessibilité</i> <input type="checkbox"/> remis au TITULAIRE / <input checked="" type="checkbox"/> non remis
--	--